

Chambre n'aura plus l'occasion de discuter de ces questions avant des semaines, sinon des mois.

C'est là un sujet dont le gouvernement ne souhaite guère discuter, ou entendre discuter car depuis le 25 juin, le premier ministre et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures ont commis maladresse sur maladresse en plus d'un domaine. Je m'empresse de signaler que malgré l'absence du premier ministre aujourd'hui à la Chambre, ses services ont été prévenus que j'avais l'intention de traiter de certaines questions au sujet desquelles son attitude serait mentionnée. Je comprends connaissant le poids de ses responsabilités qu'il ne puisse être ici. Cet après-midi, parcourant la Chambre des yeux, et conscient que nous nous occupons d'une question importante, les crédits provisoires qui comportent des dépenses considérables, j'en viens à me demander si nous nous acquittons, ici à la Chambre, du devoir qui nous incombe d'examiner les dépenses de l'État.

Je me permets de signaler qu'avant l'annonce d'élections générales, des crédits provisoires pour trois mois avaient été adoptés. Au cours des quatre mois qui ont suivi les élections, le gouvernement s'est assuré ses subsides grâce aux mandats du Gouverneur général. Maintenant il demande de nouveaux subsides pour trois mois, octobre, novembre et décembre. Il s'agit de millions, de milliards de dollars. Combien de ministres sont ici actuellement? Trois. Faut-il s'étonner de voir mon ami, le député du Yukon, demander pourquoi le gouvernement tient à adapter la ligne de conduite énoncée hier, en vertu de laquelle les ministres s'absentent plus fréquemment de la Chambre. Voilà une occasion où leur présence ici serait nécessaire, puisqu'il s'agit des dépenses du pays. Je sais qu'ils sont occupés—à rédiger des communiqués à la presse. Mais le moment est venu pour les Canadiens d'apprendre qu'en montrant si peu d'intérêt, les ministres font outrage à la Chambre à laquelle ils ont voué leur allégeance de vive voix.

Ces derniers mois—et je veux surtout parler ici des questions internationales—le Canada s'est ravalé au plus bas aux yeux des autres pays, en raison des déclarations incertaines et vagues du premier ministre et du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, et un tel état de choses ne peut qu'aboutir à des malentendus et au désastre dans le domaine international. Mais avant d'aborder ce sujet, je tiens à dire que j'ai jeté un coup d'œil sur le sommaire des dépenses de l'année, où l'on signale les économies réalisées. L'une d'elles, de \$34,368,200, a trait à la Commission du

[Le très hon. M. Diefenbaker.]

centenaire. Le gouvernement ne dépensera pas cette somme-là cette année.

C'est normal, puisque nous avons franchi notre centenaire. Mais ils ont consacré environ 35 millions de dollars d'économies à financer cette série de projets fantaisistes. Que les Canadiens ne s'y trompent pas. Je pèse bien mes mots quand je dis qu'ils vont devoir payer plus d'impôts que jamais à cause de la prodigalité du gouvernement.

• (4.30 p.m.)

Je me souviens de leurs pieux discours, où ils déclaraient que les déficits appartenaient au passé. C'était pendant les années sombres qui ont suivi 1963. Aujourd'hui alors que notre économie est en pleine expansion nous connaissons le déficit le plus important de notre histoire à cause du gaspillage qui est le mot d'ordre du gouvernement.

Soyons justes. En parlant l'autre jour de la société juste, j'ai songé à tous les députés qu'on a gratifiés de situations bien rémunérées—certains n'étaient pas candidats aux élections, d'autres l'étaient, d'autres encore furent battus. J'ai alors dit que la société juste était juste pour les libéraux. Je dois corriger ces paroles. Il existe aujourd'hui un nouveau sens des responsabilités et de respectabilité depuis que l'honorable Michael Starr a rejoint les 15 ou 16 autres représentants. Tout ce que je peux dire, c'est que l'adjonction de M. Starr réduit d'un dix-huitième le chiffre que j'ai donné auparavant.

**L'hon. M. Drury:** Nous cherchons le talent là où nous pouvons le trouver.

**Le très hon. M. Diefenbaker:** Je ne veux rien perdre des paroles de l'honorable représentant. Qu'a-t-il dit?

**L'hon. M. Drury:** Je disais simplement que nous cherchons le talent là où nous pouvons le trouver.

**Le très hon. M. Diefenbaker:** Il y a encore bien d'autres candidats libéraux défaits, et je suis bien convaincu qu'ils n'ont pas ces qualités. Je sais bien que leur compétence n'égale pas celle de Michael Starr. Quand le gouvernement n'a plus de libéraux à placer, nous entrons vraiment dans une nouvelle ère.

Des peuples dans le monde entier sont en conflit avec le Canada. Quand le gouvernement s'est lancé dans l'affaire Rossillon, je pense qu'il a utilisé ses dernières ressources pour tenter de monter une affaire. On y décèle tous les signes distinctifs d'un écran pour dissimuler les faiblesses du gouvernement sur le plan international.